

« Priorités françaises »

Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF
des préoccupations majeures des
Français

Juillet 2026

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT

Directrice générale

g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE

Chef de projet

s.boulonne@lobsoco.com

Simon GINOLIN

Chargé d'études

s.ginalin@lobsoco.com

Contact CEVIPOF

Sylvain BROUARD

Directeur de recherche

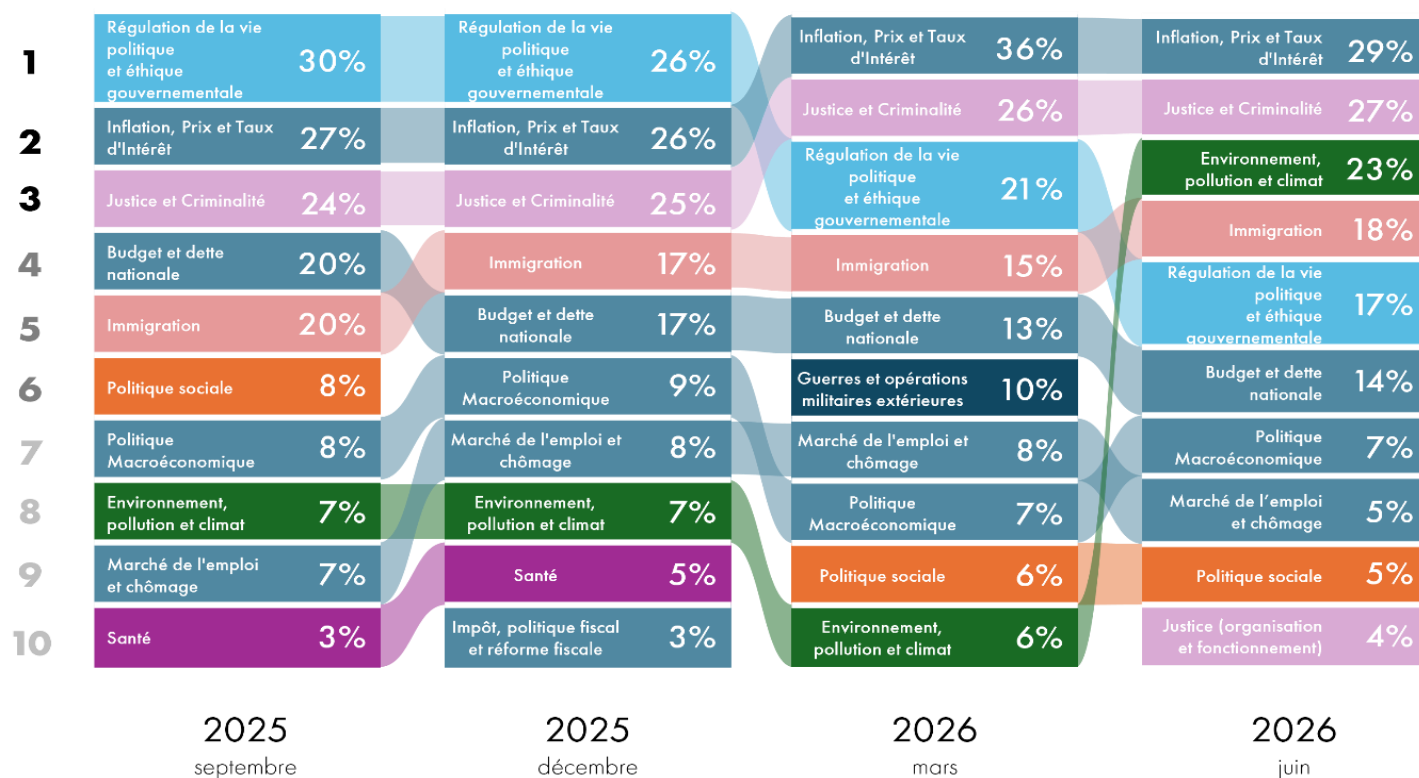
Baromètre « Priorités françaises »

Baromètre trimestriel L'ObSoCo × CEVIPOF – Juillet 2026

Chaque trimestre, le baromètre « Priorités françaises » interroge les Français sur ce qu'ils considèrent comme « le problème le plus important pour la France aujourd'hui ». Question ouverte, sans liste préétablie : les répondants s'expriment avec leurs propres mots (près de 4000 verbatims recueillis), qui sont ensuite recodés en grandes thématiques.

Cette approche révèle ainsi non seulement les préoccupations dominantes mais également celles qui peuvent apparaître, surgir ou monter en puissance et s'imposer au débat public.

À votre avis, quel est le problème LE PLUS IMPORTANT pour la France aujourd'hui ?
(Catégories détaillées – En premier + en deuxième)



1. Le fait marquant

Le début d'année 2026 actait un triple ex-æquo inédit dans les préoccupations des Français : vie politique, inflation et justice et criminalité se partageaient la tête du classement à 27% de citations chacune. Six mois plus tard, ce paysage a été profondément reconfiguré par deux secousses successives, mesurées à l'occasion de deux vagues : une en mars, l'autre en juin.

La première est géopolitique. Le déclenchement de la guerre entre le bloc américain et l'Iran au printemps 2026 fait bondir l'angoisse inflationniste : citée par un Français sur trois en mars 2026 (36%), la thématique s'impose seule en tête. La seconde est climatique. Un début d'été 2026 marqué par de rudes épisodes caniculaires propulse la question environnementale à des niveaux inédits : 23% des Français ont fait entrer la catégorie « Environnement, pollution et climat » dans leurs préoccupations principales.

Dans le même temps, l'inflation conserve sa première place, mais reflue à 29%.

Ces irrptions sont aussi l'occasion de repérer la résilience de certains sujets chers à certaines catégories de population, et de noter tout autant les persistances que les bouleversements.

2. Deux secousses, des déplacements : guerre en Iran et canicule

En six mois et deux vagues, le baromètre a donc été le témoin de deux irrptions successives. La guerre en Iran au printemps, puis la canicule en ce début d'été ont chacune redistribué la hiérarchie des préoccupations des Français. Dans les deux cas, les déplacements engendrés par ces événements n'ont pas été complètement uniformes, et ont fait ressortir des lignes de partage dans les préoccupations des Français.

Mars 2026 (vague 3) : la guerre en Iran fait bondir l'angoisse inflationniste

À la fin de l'année 2025, les conjoncturistes croisaient les doigts. Un reflux de l'inflation — tombée à 0,9% en novembre, l'une des plus faibles de la zone euro —, une situation politique et budgétaire relativement stabilisée, une croissance française surprise à la hausse au troisième trimestre, et une reprise européenne qui semblait enfin s'amorcer : les signaux étaient, pour une fois, orientés dans le bon sens. L'horizon, sans être dégagé, paraissait moins menaçant pour entamer l'année 2026. C'était sans compter sur le déclenchement, au printemps, de la guerre entre le bloc américain et l'Iran — et sur ses répercussions immédiates sur les prix des hydrocarbures. L'empreinte de cette irrution sur le baromètre est double.

L'irruption de la guerre

Dans un premier temps, la thématique « Guerres et opérations militaires extérieures » a brièvement fait irruption dans le classement : citée par 2% des Français en décembre 2025, elle atteint 10% en mars 2026, entrant directement en sixième place des préoccupations. D'autre part, la catégorie « Inflation, prix et taux d'intérêt » s'envole de 10 points en un trimestre, atteignant 36% — la plus forte progression enregistrée depuis la reprise du baromètre.

La montée des préoccupations liées à la guerre est généralisée : contrairement à d'autres sujets fortement profilés, elle traverse les catégories sans dessiner de profil dominant. Elle monte partout, dans des proportions comparables. Les verbatims sont également très uniformes, car génériques. « La guerre » est citée, parfois « les guerres ». Aucun conflit n'est désigné nommément, aucune prise de position sur l'engagement de la France, aucune mention des alliés ou des adversaires. La guerre s'impose dans le baromètre comme elle s'impose dans les imaginaires : de façon pesante, mais encore abstraite, sans cadrage précis.

Ce qui est moins abstrait, en revanche, ce sont ses conséquences économiques. La hausse des prix des hydrocarbures — bien réelle, immédiatement visible à la pompe — constitue le point de contact entre la guerre et le quotidien des Français. Ce n'est pas un hasard si deux mots absents des vagues précédentes font leur apparition dans les verbatims de mars : « essence » et « carburant ». La guerre n'est pas seulement une menace lointaine — elle se ressent à chaque plein.

Une angoisse inflationniste qui s'est généralisée en début d'année 2026

Le retour d'une crise inflationniste généralisée n'est certes pas encore acté. La hausse des prix des hydrocarbures a bien engendré « un net regain d'inflation, qui franchirait les 2% au cours du printemps » (Insee), mais la mécanique inflationniste épargne pour l'instant les autres pans de l'économie française. Toutefois, la vague d'inflation de 2022 a semble-t-elle durablement marqué les Français et peine encore à être digérée, en témoigne notamment un taux d'épargne des ménages qui ne s'est jamais rapproché de son niveau d'avant crise sanitaire. Le spectre d'une nouvelle crise inflationniste a suffi à faire bondir la thématique.

Citée par 27% des Français en septembre 2025 et par 26% en décembre, elle domine largement le classement en mars 2026, citée par plus d'un Français sur trois (36%).

La note précédente avait dessiné un premier portrait de ceux qui portaient le plus cette préoccupation : les CSP- (31%, contre 19% chez les CSP+), les chômeurs (33%), et surtout ceux qui déclaraient « avoir du mal à s'en sortir » (37%). Le gradient était linéaire — plus la fragilité économique était grande, plus la question des prix dominait. Deux classes d'âge se distinguaient également : les 18-24 ans (32%) et les 35-44 ans (33%), deux âges charnières où le budget est contraint par le logement, les enfants, les crédits.

La vague de mars 2026 transforme ce tableau. Le fait le plus saillant est la disparition spectaculaire des écarts d'âge : toutes les classes d'âge convergent désormais autour de 35%. L'angoisse inflationniste, jusque-là concentrée sur les profils les plus exposés, est devenue quasi-universelle. Pour les catégories les plus fragiles économiquement, en revanche, l'épisode a exacerbé des craintes déjà présentes : les CSP- passent de 31% à 41%, la préoccupation gagne 5 points chez les chômeurs (33% à 38%), 7 points chez ceux qui déclarent « avoir du mal à s'en sortir » (37% à 44%), et les individus qui « ne s'en sortent vraiment pas » passent de 37% à 48%.

Dans les précédentes vagues, les préoccupations liées au pouvoir d'achat et à l'inflation s'exprimaient de façon générique — « inflation », « pouvoir d'achat ». Elles sont désormais incarnées dans un bien

particulier : le carburant, dont le prix, affiché à chaque station-service et souvent mémorisé, est immédiatement et universellement ressenti.

L'angoisse inflationniste recule mais laisse des traces

En juin 2026, la thématique inflationniste recule à 29%. Un retrait réel, mais qui ne dit pas tout : il faut regarder qui est parti et qui est resté.

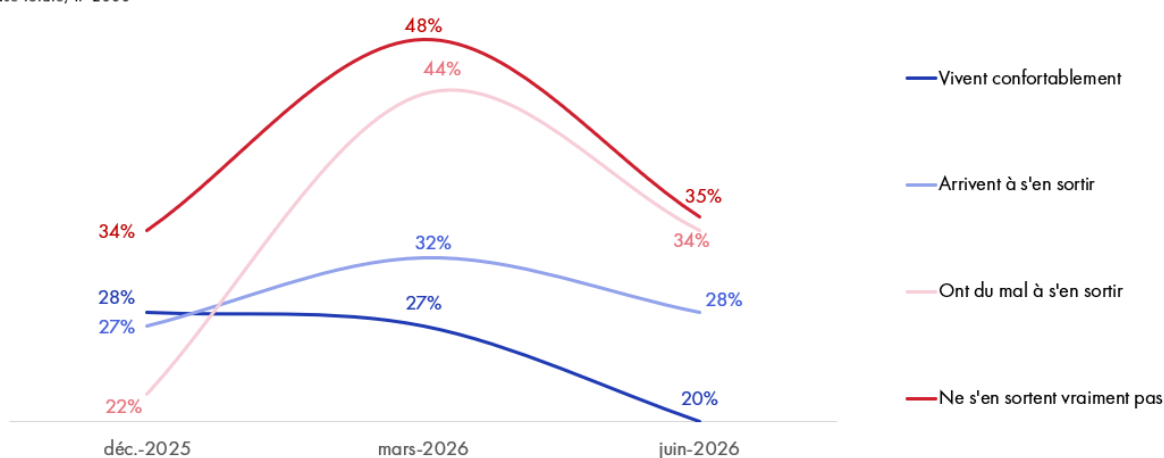
Les données de contrainte budgétaire révèlent une asymétrie nette. Ceux qui « vivent confortablement » ont largement décroché — ils ne sont plus que 20% à citer l'inflation, contre 27% en mars. Ceux qui « arrivent à s'en sortir » ont suivi, avec un recul plus modéré.

Pour les plus contraints, et donc les plus fragiles vis-à-vis d'une potentielle augmentation généralisée des prix, si cet épisode perd en intensité, il laisse des traces.

En décembre 2025, celles et ceux qui déclaraient ne vraiment pas s'en sortir détonaient fortement sur cette thématique, nettement au-dessus des autres catégories. Ils ont ensuite été rejoints par ceux qui déclarent « avoir du mal à s'en sortir » au moment du bond de l'angoisse inflationniste en mars 2026. La dernière mesure montre certes une baisse de la catégorie chez ces deux catégories, mais elle révèle surtout que l'écart entre elles est désormais quasi-nul. À noter également que l'angoisse inflationniste demeure structurellement élevée parmi les Français les plus contraints budgétairement, indépendamment de l'actualité qui l'a ravivée. Le bouleversement géopolitique est passé ; l'inquiétude pour les prix, elle, reste.

% de répondants associés à la thématique « Inflation, prix et taux d'intérêt »

Base totale, n=2000



Juin 2026 (vague 4) : Un nouveau « choc » avec les effets des canicules sur les préoccupations des Français

La mécanique à l'œuvre en juin 2026 ressemble à celle de mars. Dans cette vague-ci en revanche, le « choc » climatique succède au « choc » géopolitique. Les différentes canicules ont lourdement touché la France, et ont fortement impacté les réponses de cette vague.

En agréant celles et ceux qui pointent dans leurs réponses « la canicule », « le réchauffement / dérèglement climatique » et « l'écologie », la catégorie « Environnement, pollution et climat » s'envole au classement des priorités françaises. Un record historique depuis 15 ans dont nous disposons des données.

Avec 6% et 7% des Français la citant lors des vagues précédentes, cette thématique avait toujours figuré dans le top 10, mais sans jamais s'imposer comme une préoccupation de premier plan. Avec 23% des Français l'ayant intégrée dans leurs deux préoccupations principales, elle atteint un niveau inédit et s'installe aux côtés des grandes préoccupations françaises.

Les réponses renvoyant à l'inflation avaient bondi de 10 points (26% à 36%) entre décembre 2025 et mars 2026, suite au déclenchement de la guerre en Iran. Pour la catégorie « Environnement, pollution et climat », la progression est encore plus spectaculaire en valeur absolue : 17 points en un trimestre, même si la thématique partait d'un niveau structurellement plus bas.

Une grande catégorie, deux raisonnements vis-à-vis des canicules

La question climatique renvoie toutefois à des rapports à la question environnementale relativement différents.

D'abord, celles et ceux qui évoquent simplement « la canicule » semblent surtout exprimer un rapport direct, subi, immédiat avec un épisode météorologique désagréable. Une expérience plus qu'une prise de position. Les plus âgés (65-75 ans), plus exposés aux risques physiologiques des vagues de chaleur, sont par exemple les seuls à se distinguer nettement dans la catégorie « Risques et catastrophes naturels et météorologiques » : 11% la citent, contre 6% dans l'ensemble de la population.

Ensuite, ceux qui citent le réchauffement climatique thématique inscrivent quant à eux cet épisode dans quelque chose de plus large : une dégradation durable, un problème structurel dont la canicule n'est qu'une manifestation parmi d'autres. Un état de fait qui appelle une réponse politique, et par conséquent un profil bien particulier de répondants.

Le retour des porteurs historiques du sujet

Contrairement à l'inflation, qui pèse d'autant plus que la situation économique est fragile, la préoccupation environnementale au sens large suit un gradient inverse. Ceux qui vivent confortablement la citent à environ 24%, contre 8% seulement pour ceux qui ne s'en sortent vraiment pas. Même logique territorialement : la thématique est nettement plus présente dans les grandes villes et à Paris que dans les communes rurales. Ce profil est assez cohérent avec celui des porteurs historiques de la préoccupation environnementale en France, qui sont aussi, pour une large part, des sympathisants se déclarant à gauche de l'échiquier politique.

C'est d'ailleurs chez les sympathisants de gauche (ceux qui se déclarent « Très à gauche » et « À gauche ») que le mouvement est le plus net. La thématique environnementale y progresse fortement : en juin, c'est plus d'un tiers (40%) d'entre eux qui la citent, contre seulement 14% en mars 2026. À

titre de comparaison, le centre s'est également déplacé sur le sujet (de 5% en mars à 29% en juin) se plaçant au deuxième rang sur cette question.

Ancrage, disparition ou effet de cliquet : quelle trajectoire pour la question environnementale ?

En quinze ans, la thématique « Environnement, pollution et climat » n'avait donc jamais atteint un tel niveau de priorité dans l'esprit des Français. Paradoxalement, si la prise de conscience écologique est aujourd'hui largement partagée, l'écologie est rarement envisagée comme une priorité. Un contexte qui rend ce retour fulgurant d'autant plus saisissant.

Toutefois, la question de sa pérennité reste entière ? La priorité donnée à l'environnement va-t-elle très fortement s'affaïsser dès un retour à des températures plus modérées ? Ou bien, par les tristes records de chaleur qu'elle aura battus, l'été 2026 constituera un moment charnière, à partir duquel l'environnement s'installe durablement parmi les préoccupations de premier rang ?

Les prochaines vagues du baromètre permettront de trancher entre ces deux scénarios, et de mesurer si ce début d'été 2026 aura été un pic notable – les précédentes vagues estivales ne montraient pas une telle prédominance du sujet – ou un point de bascule.

La persistance des clivages intérieurs de fond

À mesure que le baromètre accumule les vagues, une question s'impose : certains sujets ont-ils une dynamique propre, ou plutôt une absence de dynamique, plus ou moins indépendante des différents épisodes médiatiques conjoncturels ? La réponse est oui.

.Pour les populations qui les portent, ces sujets varient moins, ne se laissent pas phagocyter, résistent. Et ce, même lorsque des épisodes très saillants viennent redistribuer momentanément les cartes : ils constituent un fond stable.

Des préoccupations très ancrées selon les sensibilités politiques, chaque camp disposant, en quelque sorte, de sa propre marotte.

Au centre : la dette comme horizon indépassable

Malgré la récente décrue, les centristes présentent un profil de préoccupation très stable sur la question du budget et la dette nationale : 29% en septembre 2025, 27% en janvier, 26% en mars 2026 et 21% en juin. Un recul progressif, mais qui contraste fortement avec l'effondrement observé chez les sympathisants de droite, autres porteurs du sujet. Ce mouvement de recul reflète surtout l'accalmie politico-médiatique autour de la question du budget, moins présente depuis le début d'année 2026. Les verbatims teintés d'urgence – « trouver un budget », « absence de budget » – ont progressivement cédé la place à une inquiétude plus structurelle, autour de la « dette » et du « déficit public ».

Les gauches : régulation de la vie politique et environnement

Depuis le lancement du baromètre, les individus se revendiquant de gauche ont toujours été surreprésentés parmi ceux citant la thématique « Régulation de la vie politique et l'éthique gouvernementale » et « Environnement, pollution et climat ».

Ce que la canicule de ce début d'été 2026 a modifié, c'est l'équilibre entre les deux. Dans un effet de vases communicants, le mouvement vers la thématique environnementale s'est fait en partie au détriment du sujet que la gauche portait depuis septembre 2025. En juin, 33% des répondants de gauche citent l'environnement et le climat, contre 24% la régulation de la vie politique, alors qu'ils étaient encore 36% à la citer en septembre 2025 et 31% en mars 2026.

Cette dernière thématique bouge cependant assez peu dans le contenu des verbatims. Le Président Emmanuel Macron et son « gouvernement » sont régulièrement cités, aux côtés de préoccupations plus structurelles : « les politiques », « les politiciens », ou la « montée de l'extrême droite ».

Les droites : sécurité et immigration, les sujets-socles

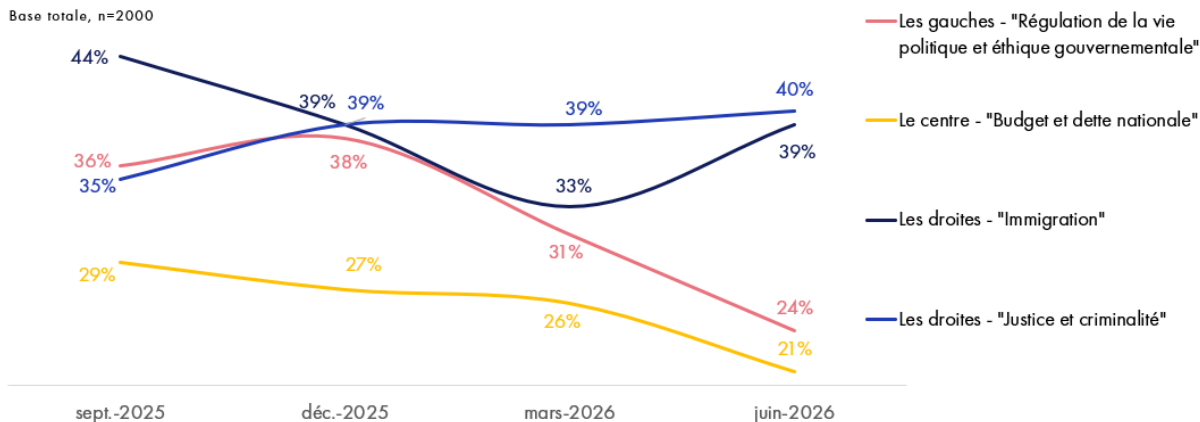
À droite et à l'extrême droite, le tableau est d'une autre nature. Les deux chocs successifs de ces six mois — guerre en Iran, canicule — ont assez peu ébranlé les préoccupations dominantes : la sécurité et l'immigration restent, vague après vague, les thèmes structurants de ces sensibilités politiques.

Sur la justice et la criminalité, thème majoritairement représenté par des verbatims mettant en avant « l'insécurité », 44% des individus se déclarant « à droite » et 36% des « très à droite » en parlent. Sur l'immigration, l'écart se creuse mais dans l'autre sens : les très à droite sont 51% à la mentionner, contre 28% pour ceux qui se disent simplement à droite — une part qui reste largement au-dessus de la moyenne nationale (18%).

Si le plébiscite autour des deux sujets varient selon les vagues, les ordres de grandeur restent sensiblement les mêmes et permettent aux individus se revendiquant des différentes droites de s'afficher bien au-dessus de la moyenne nationale.

Évolution des thématiques majeures selon les différentes sensibilités politiques

Base totale, n=2000



3. Tout média est un prisme : le cas des chaînes d'information en continu

Les médias journalistiques forment une composante souvent majeure au sein d'une constellation d'influences qui façonnent les représentations collectives du monde et leur évolution. Largement questionnée par les sciences sociales, l'influence des médias sur les pratiques et les croyances a été progressivement disséquée et dévoilée, notamment à travers différents concepts.

Celui d'« effet d'agenda » (ou « mise à l'agenda ») en est un des plus anciens et des mieux documentés. Le politiste étatsunien Bernard Cohen, un des pionniers sur le sujet, l'évoque en ces termes : les médias d'information « ne sont peut-être pas très efficaces pour dire aux gens ce qu'ils doivent penser, mais ils sont remarquablement efficaces pour leur dire à quoi ils doivent penser » (1963). La consommation médiatique de chacun influence ainsi largement l'importance accordée à un sujet donné.

Si le concept n'a pas attendu leur émergence pour prendre forme, il a acquis une toute autre ampleur avec l'apparition et le succès des chaînes d'information en continu.

En mars 2026, en croisant les préoccupations déclarées avec les habitudes de consommation de ces chaînes, nous avons pu ouvrir une fenêtre empirique précieuse sur ce lien entre consommation médiatique et hiérarchie des préoccupations.

Dans l'ensemble, 59 % des Français déclaraient regarder au moins occasionnellement une chaîne d'information en continu. Afin d'affiner l'analyse, cinq de ces chaînes avaient été distinguées dans l'enquête.

	Les chaînes d'info en continu	BFM TV	CNews	France Info	LCI	France 24
% de Français	59%	35%	19%	15%	12%	4%

Quotidienneté de la consommation et récurrences

Avant d'entrer dans le détail des chaînes, un premier constat mérite d'être posé concernant la fréquence de consommation de ces médias. Les vraies différences ne séparent pas tant les téléspectateurs des non-téléspectateurs que les consommateurs quotidiens des autres.

¹ Les données relatives aux téléspectateurs de France 24 ne seront pas commentées, la base de étant trop réduite pour garantir la solidité des données.

La fréquence d'exposition est une première variable discriminante : regarder ponctuellement ces chaînes n'induit pas une grande différence avec l'ensemble des Français, ni même avec ceux qui ne les regardent pas. L'exposition régulière, elle, laisse une empreinte mesurable.

Deux sujets en témoignent avec une netteté particulière. Sur la justice et la criminalité, les consommateurs quotidiens de chaînes d'info la citent à 34%, contre 25% pour les consommateurs hebdomadaires et 22% pour ceux qui ne regardent pas ces chaînes. Sur l'immigration, la même linéarité s'observe : 24%, 13%, 10%. Plus on regarde ces chaînes, plus ces sujets s'imposent comme prioritaires.

Cette empreinte des chaînes d'information en continu est d'autant plus singulière que, parmi l'ensemble des types de médias interrogés (JT, réseaux sociaux, radio, podcasts, applications et presse papier), elles sont les seules à produire des différences vraiment marquées dans la hiérarchie des préoccupations. La radio constitue la seule autre exception notable — ses auditeurs citent légèrement plus souvent la régulation de la vie politique —, mais l'écart reste modeste. Rien de comparable, en tout cas, avec ce que les chaînes d'information en continu induisent sur la prégnance des thématiques « Justice et criminalité » et « Immigration ».

La France de CNews, la France de BFM-LCI, celle de France Info

À la fréquence s'ajoute évidemment la question de ce qui est regardé. Sans surprise, la hiérarchie des préoccupations varie avec les chaînes consultées.

Chez les téléspectateurs de CNews, la thématique « Justice et criminalité » atteint 39% de citations (contre 26% dans l'ensemble) et l'immigration 35%, soit plus du double de la moyenne nationale (15%). À l'inverse, les téléspectateurs de France Info citent l'immigration à 9% seulement, et la justice et la criminalité à 18%. L'écart entre les deux chaînes sur l'immigration est de 1 à près de 4.

Il serait tentant d'y lire un effet d'agenda pur. Mais la causalité est plus difficile à démêler qu'il n'y paraît : on ne choisit pas sa chaîne au hasard. Les téléspectateurs de CNews et ceux de France Info présentaient vraisemblablement, avant même d'allumer leur écran, des profils politiques et des sensibilités distinctes. Derrière l'effet d'agenda, ne pas oublier le biais de confirmation, qui nous pousse à surestimer les informations qui confirment nos croyances. Un biais cognitif très puissant, qui crée et renforce un effet de sélection : les individus auront tendance à choisir les sources d'information qui s'inscrivent dans des croyances, des dispositions préexistantes.

Ce mécanisme comporte toutefois une dimension paradoxale : les informations discordantes auraient davantage de chance de modifier des croyances lorsqu'elles émanent d'une source jugée crédible par le récepteur. En ce sens, une couverture intensive des épisodes caniculaires par une chaîne dont l'audience est peu sensible aux questions environnementales pourrait, en théorie, contribuer à faire évoluer des représentations là où un média déjà identifié comme acquis à la cause écologique n'y parviendrait probablement pas.

Une dimension qui invite à ne pas réduire l'effet des médias à un simple miroir des croyances préexistantes.

Ce qui reste frappant, néanmoins, c'est l'ampleur des écarts : quel que soit le sens de la causalité, la consommation de CNews et la consommation de France Info (ou la non-consommation de chaînes d'informations en continu) produisent et/ou reflètent des hiérarchies de préoccupations très différentes.

Entre ces deux blocs, les téléspectateurs de BFM et de LCI se retrouvent autour d'une inquiétude légèrement plus prononcée pour les sujets économiques. Dans les deux bases, ils sont 41% à citer le thème de l'inflation, tandis que 36% de l'ensemble de la population le font. Les téléspectateurs de LCI citent également plus le budget et la dette nationale – 19% contre 13% dans l'ensemble.

4. Synthèse

Six mois et deux secousses ont reconfiguré le paysage des préoccupations françaises, tout en révélant, en creux, ce qui résiste aux fluctuations de l'actualité.

La première secousse, mesurée en mars 2026, était géopolitique, mais elle s'est d'abord ressentie dans les portefeuilles. Le déclenchement de la guerre entre le bloc américain et l'Iran a fait bondir les prix des hydrocarbures, réveillant le spectre d'une crise inflationniste que les Français n'avaient peut-être pas complètement fini de digérer. Le spectre d'une nouvelle crise inflationniste a ravivé des inquiétudes déjà présentes, qui se sont diffusées bien au-delà des catégories les plus exposées.

La pression s'est cependant desserrée pour ceux qui en avaient les moyens en juin. Pour les plus contraints, elle est restée. Le choc géopolitique s'est également atténué dans les imaginaires, la guerre est redescendue à 2% de citations.

La seconde secousse, mesurée en juin 2026, était climatique. Une nouvelle fois, elle n'a pas créé de nouvelles préoccupations mais réveillé des sensibilités existantes, qui ne s'imposaient pas jusqu'ici comme des urgences. De fait, si la prise de conscience environnementale est réelle, la question environnementale est, dans notre baromètre, longtemps restée une préoccupation de seconde zone pour beaucoup de Français. Ce début d'été a, au moins temporairement, changé cela.

Avec 23% de citations spontanées, la thématique « Environnement, pollution et climat » a donc rejoint le podium des priorités françaises du moment...mais pour combien de temps ?

L'inflation comme la canicule sont deux problématiques « envahissantes », dans le sens où elles sont ressenties par les citoyens sans nécessité de média(tion), même si les médias peuvent plus ou moins faire exister ces préoccupations dans l'esprit des Français.

Là où l'inflation et les frustrations liées au pouvoir d'achat continueront probablement d'être ressenties dans le quotidien des Français, les conséquences directes du dérèglement climatique ont, elles,

vocation à s'atténuer avec la fin des épisodes caniculaires. La question est donc de savoir si l'été 2026 ancrera durablement cette priorité, ou si, les températures revenues à la normale, la préoccupation se repliera dans ce registre des convictions partagées mais non urgentes, où elle a longtemps résidé.

Pendant ce temps, les socles tiennent. Sécurité et immigration à droite et à l'extrême droite, dette au centre, régulation de la vie politique à gauche — malgré les bouleversements, certaines préoccupations restent.

Note méthodologique

Les données de cette note sont issues d'une enquête réalisée tous les trimestres auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine.

En l'occurrence sur ces deux dernières vagues du 16 au 25 mars et du 19 au 29 juin 2026

Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ? ».

Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

1. **Codage par contenu substantiel (policy content)** : Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.

2. **Priorité aux codes spécifiques** : Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).

3. **Traitement des réponses génériques** : Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.

4. **Gestion des non-réponses** : Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po.